

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : MDE 15/087/2006 (Public)
Bulletin n° : 288
ÉFAI
8 novembre 2006

Israël/Territoires occupés. Un délégué d'Amnesty International s'est rendu sur le site bombardé de la bande de Gaza

La mort de dix-huit civils, tués ce mercredi 8 novembre par des tirs d'artillerie israéliens dans la localité palestinienne de Beit Hanoun, est un acte extrêmement grave, a déclaré Amnesty International. L'organisation a demandé l'ouverture sans délai d'une enquête indépendante et insisté pour que les responsables présumés de cette violence soient amenés à rendre des comptes. L'organisation a ajouté que les enquêtes israéliennes précédentes, telle que celle menée après la mort de plusieurs membres d'une famille palestinienne sur une plage de la bande de Gaza en juin 2006, avaient gravement manqué de rigueur et n'avaient pas été menées conformément aux normes internationales pour ce genre d'enquêtes qui doivent être indépendantes, impartiales et approfondies.

La plupart des personnes tuées étaient chez elles et dormaient lorsqu'elles ont été touchées par des obus de l'artillerie israélienne. Huit enfants font partie des victimes. Selon les informations recueillies par un délégué d'Amnesty International qui s'est rendu sur place peu après l'attaque, quinze des victimes sont mortes lors d'un premier bombardement et trois autres ont été tuées par un second tir d'obus, alors qu'elles se précipitaient pour venir en aide aux morts et aux blessés.

« Cet acte terrible intervient alors que le nombre de Palestiniens tués depuis que les forces militaires israéliennes ont lancé leur dernière opération militaire sur la bande de Gaza le 2 novembre est à nouveau en augmentation, a déclaré Malcolm Smart, directeur du programme Moyen Orient et Afrique du Nord à Amnesty International. Les actions israéliennes au cours de toute cette opération ont été caractérisées par ce qu'on ne peut qu'appeler une absence absolue de respect pour la vie des civils palestiniens, dont plus d'une vingtaine avaient déjà été tués avant la tragédie de ce matin. »

Avant les morts de ce mercredi 8 novembre, plus de 53 Palestiniens avaient été tués en tout au cours du siège de Beit Hanoun dans le nord de la bande de Gaza par l'armée israélienne ; un plus grand nombre encore avaient été blessés. Deux ambulanciers faisaient partie des civils tués. Nommée *Nuages d'automne* par l'armée israélienne, l'opération avait débuté le 2 novembre et s'est poursuivie jusqu'au 7 novembre lorsque les forces israéliennes se sont redéployées en dehors de la ville. Les autorités israéliennes ont déclaré avoir monté cette opération dans le but d'empêcher des groupes palestiniens armés de lancer des roquettes Qassem artisanales sur les villes et villages israéliens proches de la bande de Gaza. La plupart des morts ont été tués à Beit Hanoun, en état de siège pendant six jours, mais d'autres ont été tués par les frappes militaires israéliennes dans la zone environnante.

Amnesty International condamne toutes les attaques de civils non armés et appelle les autorités

israéliennes à mener des enquêtes indépendantes chaque fois que des civils palestiniens ont été tués ou blessés par les forces israéliennes et à traduire en justice les auteurs présumés d'atteintes aux droits humains.

Alors que les forces israéliennes entamaient le siège de Beit Hanoun, un haut responsable de l'armée, le lieutenant colonel Yarom a déclaré que les soldats avaient pour instruction d'éviter les pertes civiles. Quatre jours après le début de l'opération, au vu du nombre croissant de morts et de blessés parmi les civils palestiniens, Ehud Olmert, Premier ministre israélien, a déclaré : « *Les Palestiniens qui ont été blessés étaient pour la plupart armés mais, à notre grand regret, ils utilisent des gens innocents comme boucliers humains, ce qui se traduit par des victimes parmi la population civile également.* »

Les informations recueillies par les délégués d'Amnesty International actuellement présents dans la bande de Gaza contredisent ces propos toutefois et indiquent qu'au moins la moitié des personnes tuées, parmi lesquelles figurent au moins deux femmes et sept enfants, étaient des passants non armés et non impliqués dans les confrontations. Le même schéma apparaît pour les victimes blessées lors des raids aériens et des pilonnages d'artillerie israéliens.

Parmi les personnes tuées ou blessées lors des attaques israéliennes figurent :

Ramzi al Ashrafi, seize ans, tué le matin du 6 novembre ; sept autres enfants ont été blessés en même temps que lui lorsqu'un obus israélien a explosé à proximité du bus qui les emmenait à l'école, sur une route très fréquentée entre Beit Lahia et Jabalya, au nord de la ville de Gaza. Najwa Khleif, une enseignante d'une vingtaine d'années qui se trouvait également dans le bus a subi de graves blessures à la tête. Les médecins qui l'ont prise en charge en soins intensifs à l'hôpital principal de Gaza ont déclaré à Amnesty International que son état était jugé critique. Le bus a été touché, semble-t-il, à la suite d'un tir manqué des forces israéliennes contre un véhicule censé appartenir à un groupe palestinien armé. Toutefois, l'attaque a été déclenchée à un carrefour où la circulation est très dense le matin à l'heure de pointe, à un moment où l'on peut s'attendre à ce que les rues soient remplies d'adultes et d'enfants se rendant à leur travail et à l'école. Le tir qui a causé la mort de Ramzi al Ashraf et blessé un certain nombre d'enfants à l'intérieur du bus s'est produit près d'un jardin d'enfants, heureusement sans faire d'autres victimes.

Ala Mansour al Khdeir, une fillette de onze ans, touchée en même temps qu'un autre enfant par des tirs israéliens en rentrant de leur école à Beit Lahia le 4 novembre. Atteinte d'une balle à la tête, son état reste préoccupant. Sa mère a déclaré à Amnesty International que la fillette se trouvait près de chez elle à Sayafa, dans le nord-ouest de la bande de Gaza, une zone visée par de nombreux tirs israéliens récemment, lorsqu'elle avait été blessée. L'autre enfant, un garçon, a aussi été gravement touché.

Ibtisam Masoud, quarante-quatre ans, a été tuée et dix autres femmes, parmi lesquelles Tahrir Shahin, trente-sept ans, mère de sept enfants, ont été blessées lorsque des soldats israéliens ont fait feu sur une manifestation de femmes le matin du 3 novembre, à l'entrée de Beit Hanoun. Tahrir Shahin, qui a été amputée de la jambe, a déclaré à Amnesty International depuis son lit d'hôpital, qu'elle et les autres femmes n'étaient pas armées et se trouvaient à moins de cent mètres des chars israéliens quand ils avaient ouvert le feu sur elles : « *Notre manifestation était pacifique, nous n'étions que des femmes, il n'y avait aucun homme, aucun activiste, aucune arme. Nous n'étions que des femmes face aux chars. Nous ne pensions pas que des soldats israéliens tireraient sur nous, mais ils ont fait feu sans discrimination.* »

Heba Rajab, vingt ans, bénévole au Centre palestinien pour la démocratie et la résolution des conflits et Souiad Abou Najem, quarante-trois ans, mère de huit enfants, ont toutes deux été gravement blessées aux jambes et aux mains. Elles ont déclaré avoir vu des soldats israéliens viser les manifestantes du haut de leurs chars. La manifestation des femmes répondait à un appel lancé par un député membre du parti du Hamas qui avait demandé qu'on lui apporte de l'aide pour faire cesser le siège établi par les forces israéliennes autour d'une mosquée dans laquelle des membres de groupes palestiniens armés avaient soi-disant trouvé refuge. Toutefois, les femmes ont été prises pour cible avant qu'elles aient pu

s'approcher de la mosquée.

Ahmad al Madhoun, quarante-deux ans et Mustapha Habib, vingt-six ans, tous deux ambulanciers bénévoles pour la Société du Croissant rouge palestinien (SCRCP), ainsi qu'un troisième homme qui les aidait, ont été tués lors d'un raid aérien israélien le 3 novembre au soir, alors qu'ils étaient en train de procéder à l'évacuation du corps d'un homme tué lors d'un raid aérien précédent. Itad Yousef Abou al Ful, le chauffeur de l'ambulance qui était avec eux, a expliqué à Amnesty International : « *Ahmad et Mustapha étaient à une vingtaine de mètres de l'ambulance ; ils étaient sur le point de charger sur une civière le corps d'un homme décédé ; je suis descendu de l'ambulance et j'étais en train de m'avancer vers eux lorsqu'un missile a frappé juste à l'endroit où ils se trouvaient. Je suis retourné à l'ambulance et j'ai demandé du secours. Je n'arrive pas à effacer de ma mémoire l'image de mes deux collègues tués en faisant leur devoir.* » L'équipe médicale de secours se trouvait dans un terrain en plein air près de Beit Lahia. Il faisait sombre mais l'ambulance aurait dû être clairement visible avec sa lumière clignotante sur le toit. L'autre victime avait appelé les ambulanciers pour évacuer le corps de son ami, tué peu avant dans des circonstances non élucidées.

Les ambulances palestiniennes sont fréquemment attaquées et des dizaines d'entre elles ont été touchées par des tirs israéliens au cours de ces dernières années. Au cours du siège de Beit Hanoun, les sauveteurs ont été confrontés dans leur quotidien à des obstacles et des délais de plus en plus nombreux en raison du couvre-feu pratiquement continu imposé par les forces israéliennes. Les chars israéliens contrôlaient l'accès à l'hôpital de Beit Hanoun et retardaient l'entrée et la sortie des ambulances au niveau de l'hôpital et de la ville.

Zahir Mustapha Shabat, trente-deux ans, a été atteint d'une balle et sérieusement touché et son cousin, Mazen Shabat, a été tué par des soldats israéliens dans la soirée du 4 novembre ; tous deux rentraient chez eux après trois jours passés en détention aux mains de l'armée israélienne. Depuis son lit d'hôpital, il a déclaré à Amnesty International, peu après être sorti de l'unité de soins intensifs : « *Après trois jours de détention, les soldats israéliens nous ont libérés ; ils nous ont remis un papier en nous disant de le montrer si nous étions arrêtés par d'autres soldats en rentrant chez nous, à un kilomètre et demi ou peut-être deux kilomètres de l'endroit où nous avons été détenus. Ils nous ont dit qu'ils s'étaient mis d'accord avec les chars dans le secteur et que nous pouvions rentrer chez nous en toute sécurité ; mais à 150 mètres environ de la maison, des soldats sont sortis en courant de la maison d'un de mes cousins et ont tiré sur moi et sur mon cousin Mazen Shabat. Mazen a été tué et j'ai été sérieusement blessé à l'abdomen et au dos.* »

Pour toute interview, merci de contacter Donatella Rovera, chargée de recherche sur Gaza à Amnesty International, au +970 599 446 703 ou au 44 7771 796 091, ou Nicole Choueiry, chargée de presse pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord à Amnesty International, au +44 7831 640 170